

Les subsides

● (1520)

Je trouve cela édifiant, car les gens savent que sur les 338 promesses qu'a faites le gouvernement, des douzaines et des douzaines ont été rompues ou n'ont pas été tenues depuis les élections il y a un an de cela. Ils savent que la Chambre des communes a consacré cet automne beaucoup de temps à débattre du renflouement des banques, au coût de 1 ou 2 milliards de dollars, par suite de l'insouciance dont le gouvernement a fait preuve dans cette affaire au mois de mars dernier. Ils savent que Petro Canada a dépensé 1 milliard de dollars pour ouvrir des stations-service supplémentaires. Ils savent qu'un dégrèvement fiscal de 1 milliard de dollars a été accordé à une grande famille industrielle à Toronto. Ils voudraient maintenant savoir pourquoi le gouvernement ne pourrait pas venir en aide à ce secteur d'importance cruciale pour le Canada, et ainsi soutenir non seulement ces centaines d'agriculteurs, mais l'économie nationale même et le mode de vie agricole canadien.

Le chef de l'opposition a recommandé entre autres choses que soit effectué immédiatement un paiement par acre de terre dévasté par la sécheresse. Il a proposé la somme de \$50 par acre de terre ensemencée, ce qu'avait recommandé le Syndicat du blé de la Saskatchewan. Il a recommandé un rajustement de l'impôt dans le cas des éleveurs qui doivent vendre leur troupeau à perte et qui souhaiteraient pouvoir refaire de l'élevage sans que leurs revenus ne soient engloutis par l'impôt. Il a recommandé la mise sur pied, de concert avec les provinces, d'un mécanisme permanent d'aide à long terme aux victimes de catastrophes naturelles. Il a recommandé la création d'une agence d'examen des dettes qui rééchelonnerait les dettes et consentirait aussi des taux d'intérêt privilégiés à long terme aux agriculteurs. Le gouvernement a promis lors de la dernière campagne électorale d'exempter de la taxe de vente les carburants agricoles. En novembre dernier, il a annoncé dans son exposé financier un programme, mais entre le 1^{er} mai, quand a été supprimée l'exemption des droits pétroliers compensateurs du fait que ces droits avaient été eux-mêmes supprimés, et le 1^{er} septembre, quand une nouvelle taxe d'accise de 9 cents le gallon, ou de 2 cents le litre, a été imposée, la plupart des dispositions tendant à faire disparaître cette taxe d'accise ont été elles-mêmes supprimées.

Le chef de l'opposition a recommandé de tenir une enquête publique sur les conséquences de l'utilisation de produits chimiques et de pesticides qui semblent préoccuper bien des gens. Le Sénat a travaillé là-dessus mais il faut tenir une enquête impartiale.

Le ministre a répondu à la question quand on lui a demandé ce qu'allaient devenir nos offices de commercialisation et nos programmes d'aide dans un système libre-échangiste. Le gouvernement n'a toutefois pas encore promis fermement qu'il ne les céderait pas au cours des négociations et je suppose qu'il ne fera pas de promesse ferme. Cette situation ne fait qu'accroître l'incertitude et les inquiétudes des agriculteurs canadiens, cela va de soi.

L'endettement cause encore bien des inquiétudes dans toutes les régions du pays, mais surtout dans des régions comme la Péninsule de Bruce où des centaines d'agriculteurs ont perdu leur exploitation depuis deux ans. Le gouvernement a promis d'instaurer un programme d'obligations agricoles. Le comité des finances, du commerce et des questions économiques avait

recommandé un tel programme, un programme qui aiderait les agriculteurs à . . .

M. Dick: En quelle année?

M. Foster: En 1985. Le comité était alors présidé par le député de Mississauga (M. Blenkarn).

M. Dick: On a également recommandé un tel programme lorsque vous étiez au pouvoir, mais vous n'aviez rien fait.

M. Foster: La majorité des membres de ce comité avaient appuyé cette excellente recommandation, qui prévoyait de ramener les taux d'intérêt à 8 p. 100, à concurrence de \$300,000; c'était un programme d'une durée de cinq ans. Il n'y a pas eu de réaction. Le ministre est très beau parleur, il est très rassurant. En lisant le budget, on n'y trouve que des mesures qui font augmenter les coûts de production alors qu'une mesure s'adressant à tous les Canadiens offre aux agriculteurs et à leur famille une exemption qui les aide à abandonner l'agriculture et pas à rester dans ce secteur. Les frais de production ont augmenté à cause de la taxe de vente, de la taxe d'accise, de l'élimination de l'exemption du prélèvement d'indemnisation pétrolière et il suffit d'examiner tous les documents tels que les prévisions budgétaires et le budget, qui attestent des décisions prises par le gouvernement. Ce dernier n'a jamais décidé de soutenir ou d'encourager davantage le secteur agricole. Il n'a pas pris de décision à l'égard de l'article 38, alors que le comité des finances, du commerce et des questions économiques a étudié le problème et fait une recommandation. Cette année, le budget de la Société du crédit agricole est réduit de près de 400 millions de dollars. Le budget du ministère de l'Agriculture . . .

M. Wise: A augmenté.

M. Foster: Il diminuera de 50 millions. Il y aura également une désindexation, ce qui coûtera 10 à 15 millions de plus. Nous ne savons même pas d'où viendront ces 50 millions et ces 15 millions. Va-t-on les prélever sur le programme laitier? Va-t-on les prendre sur les programmes de soutien à l'agriculture? Cet argent sera-t-il pris sur le transport ou sur la recherche? Le gouvernement s'est assez fermement engagé à élargir la recherche agricole et pourtant, le ministre ne semble pas savoir encore où il va prélever ces 50 millions.

Le soutien que le gouvernement apporte à l'industrie pétrolière m'a beaucoup impressionné. D'ici trois ou quatre ans, ce secteur verra ses taxes réduites de 2.4 milliards tandis que la valeur de ses réserves augmentera de 800 millions. Je n'ai pas constaté le même appui vis-à-vis de l'agriculture. Le ministre souhaite certainement que le gouvernement lui accordera le même soutien, et j'espère qu'il l'obtiendra, car nous allons sans doute traverser des moments difficiles au cours des deux prochaines années. Les Canadiens veulent que le gouvernement s'engage autant envers le secteur agricole qu'il l'a fait envers d'autres secteurs, et particulièrement l'industrie pétrolière, dans ce budget.

Après avoir étudié le problème, le ministre a décrété un moratoire sur les 670 faillites de la Société du crédit agricole. Il y en aura sans doute plus d'ici le 1^{er} décembre, car c'est à cette date que la plupart des paiements arrivent à échéance. Je serais curieux de savoir si le ministre optera pour une solution telle que le programme d'agro-obligations recommandé dans